Pour ce vendredi 8 mars, journée des droits des femmes, nous avons décidé de mettre en lumière le lien étroit entre féminisme et écologie.

En effet, l'oppression des femmes et la destruction de la nature sont deux processus qui trouvent leur origine dans les mêmes structures de domination, celle de nos sociétés patriarcales et capitalistes. Tandis que dominer la nature correspond à l'apanage d'une virilité toxique que l'on nous conditionne à valoriser depuis notre enfance, préserver la nature, attitude associée à une fragilité et une sensibilité féminine, est tourné en ridicule. Le capitalisme fondé sur la compétition est à la fois désastreux pour les femmes et pour l'environnement. Cette compétition qui induit la classification et la hiérarchisation des individus, dont les femmes sont les premières victimes, entraîne les désastres écologiques et la logique de destruction des espaces naturels. De plus, la crise écologique accroît les inégalités hommes/femmes : les premières victimes des catastrophes naturelles liées au dérèglement climatique sont **des femmes.** Tout combat féministe est donc par essence un combat écologique, et inversement.
L'écoféminisme opère la synthèse à travers l'idée d'une double exploitation : celle de la nature par l'homme et celle de la femme par l'homme. On observe deux foyers principaux dans lesquels la lutte écoféministe a émergé : en Inde, autour de la question de l'agriculture, et aux États-Unis, autour de la lutte antinucléaire. Ces deux problématiques recoupent les thèmes de nos deux précédentes leçons au gouvernement, publiées dans **Reporterre.**
Pour cette semaine, l'État devra donc travailler les thèmes chers à l'écoféminisme.
Premièrement, nous sommes convaincu.e.s comme les écoféministes que nous ne sauverons pas la planète en laissant la technologie s'immiscer dans notre rapport à la nature et au vivant : contre la folie technicienne, les promesses de la géoingénierie et la promotion de solutions numériques miracles qui prétendent nous sauver de la catastrophe en cours, nous exigeons l'abandon de ces remèdes technologiques qui ne visent qu'à maintenir le statu quo et qui menacent l'intégrité de la planète. Tout cela va à l'encontre de l'idée de prendre soin de la Terre ainsi que des êtres vivants.
Deuxièmement, nous exigeons que soit posée l'interdiction de toute publicité sexiste faisant du corps féminin un objet de consommation et une promesse de vente. L'inaction létale et lamentable de l'État à laquelle il nous a habitué.e.s depuis le début de nos revendications risquant fort de n'aboutir à aucune prise de décision, nous appelons donc chacun.e à recourir de manière systématique et routinière à des actions antipubs, à détourner de manière créative, drôle et ingénieuse les publicités, à montrer que nous ne sommes pas dupes et que nous ne tombons pas dans le piège de l'appel à la surconsommation.
Au même titre qu'il faut plus d'écologie dans les programmes scolaires, nous appelons le gouvernement à mettre en place un véritable programme éducatif féministe. Ce programme se devra d'être intersectionnel[1], afin de se faire la narration de la pluralité des luttes féministes. Des femmes brillantes ont marqué les sciences, les arts et l'histoire et sont trop souvent oubliées dans les manuels scolaires. Un programme d'éducation spécifique doit être mis en place pour prévenir les comportements sexistes et ancrer l'égalité femmes/hommes dans la culture des générations futures.
Enfin, nous exigeons plus que tout l'arrêt immédiat du financement public de l'armement (dont la production et la vente d'armes) et particulièrement l'abolition des armes nucléaires. Leur présence dans le monde représente le plus haut degré de dangerosité, ces armes détenant un potentiel d'annihilation de l'humanité et de la planète. La France consacre chaque année plus de 3,6 milliards d'euros à l'entretien de ses bombes atomiques, alors même que de nombreux pays et l'ONU demandent **l'arrêt de la prolifération nucléaire et l'interdiction de ces armes**. De manière générale, la culture militariste et les outils dont elle dispose sont au service d'un système de domination et d'exploitation exercé par une poignée de « puissances mondiales ». Cette culture repose sur des valeurs machistes de violence, de domination et de compétition qui vont à l'encontre de notre interdépendance à la planète Terre et au vivant.
Devant l'urgence écologique et sociale, nous affirmons que le système prônant la domination de la nature est le même que celui prônant la domination des femmes, et que la révolution écologiste sera

féministe ou ne sera pas.
Si le gouvernement persiste dans son manque de volonté et maintient ses notes aussi proches de 0, un conseil de discipline sera organisé pour envisager une réorientation. Face à la catastrophe, cet enseignement est celui de notre futur, l'échec n'est donc pas une option. Nous saurons vous le rappeler incessamment.

Nous donnons rendez-vous à tou.te.s les grévistes, ce vendredi 8 mars à 14 heures pour le quatrième rendu des copies. Nous invitons ensuite toute la jeunesse à converger vers le rassemblement pour les droits des femmes qui aura lieu à Paris place de la République à partir de 15 h 40.

Texte publié dans **Reporterre.** le 6 mars 2019.

Le 12 février 2019, Reporterre publiait **leur manifeste pour le climat** et leur première leçon : déclarer l'état d'urgence écologique et sociale afin de débloquer un plan interministériel à la hauteur des risques encourus. Leur deuxième leçon concernait l'énergie et la troisième, l'alimentation.

---

[1] L'intersectionnalité (de l'anglais intersectionality) est une notion employée en sociologie et en réflexion politique, qui désigne la situation de personnes subissant simultanément plusieurs formes de stratification, domination ou de discrimination dans une société, selon Wikipedia.